

Pour diffusion immédiate
Le mercredi 19 septembre 2001

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Prolonger le mandat des secrétaires parlementaires améliorerait l'efficacité et la productivité de la Chambre des communes

Tel que prévu, la rotation biennale des secrétaires parlementaires (SP) a eu lieu le jeudi 13 septembre dernier. Or, Peter Dobell, directeur et fondateur de Centre parlementaire, soutient qu'en renouant avec la pratique qui consistait à prolonger le mandat des SP compétents plutôt que de les remplacer tous les deux ans, on améliorerait l'efficacité de la Chambre des communes tout en assurant aux présidents de comité une plus grande continuité d'action.

L'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP) est heureux d'annoncer la publication de *Parliamentary Secretaries: The Consequences of Constant Rotation*, une étude de 30 pages dans laquelle Peter Dobell analyse le processus de nomination des SP depuis la création du poste ainsi que les conséquences de leur remplacement bisannuel, pratique instaurée par Pierre Elliott Trudeau et reprise par Jean Chrétien.

« Selon la pratique en usage, les SP savent qu'ils quitteront leurs fonctions au terme de deux ans, quelle que soit la compétence avec laquelle ils s'acquittent de leur mandat. » Cette rotation suscite chez les titulaires du poste une déception d'autant plus compréhensible qu'il leur a fallu un temps considérable pour maîtriser les dossiers de leur ministère. Surtout, elle vient compromettre leur efficacité. « En conséquence, affirme Peter Dobell, les ministres sont peu enclins à leur confier d'importantes responsabilités. »

Or, ajoute l'auteur, cette fréquente rotation n'a rien d'anodin. Elle se répercute sur d'autres composantes de notre système parlementaire, notamment sur les comités parlementaires, les SP sortants faisant généralement pression sur le whip de leur parti pour obtenir un nouveau poste. La présidence d'un comité figure alors parmi les récompenses les plus convoitées, d'autant plus que la fonction est souvent à prendre puisque les présidents sont couramment nommés aux postes vacants de SP. Ainsi se perpétue un jeu de chaises musicales qui vient rompre la continuité nécessaire au renforcement du travail des comités.

L'étude de l'IRPP conclut qu'en renouvelant le mandat des SP les plus compétents, comme on le faisait par le passé, on bénéficierait des avantages suivants :

- les titulaires du poste auraient le temps voulu pour acquérir le savoir-faire et l'expertise nécessaires au renforcement de leur ministère ;
- la stabilité du poste éliminerait l'une des premières causes du remplacement constant des présidents de comités, pratique qui limite sérieusement l'efficacité de ces derniers ;
- ces deux mesures permettraient à tous les députés d'envisager une carrière plus riche et plus suivie, et feraient de la Chambre des communes une institution plus efficace et plus productive.

Pour mettre en œuvre ces changements, note enfin l'auteur, « il faudrait que les partis politiques acceptent de prolonger le mandat des membres des comités. Quant au gouvernement, il lui faudrait reconnaître l'ancienneté et la compétence comme critères de sélection des présidents, tout en cherchant de nouveaux moyens pour enrichir la valeur et la portée du travail des comités ».

On pourra lire *Parliamentary Secretaries: The Consequences of Constant Rotation*, dernier cahier *Enjeux publics* de la série « Renforcer la démocratie canadienne » de l'IRPP, en cliquant simplement sur la rubrique « Quoi de neuf » de la page d'accueil du site Web de l'Institut (www.irpp.org).

Pour d'autres précisions ou pour obtenir une entrevue avec Peter Dobell, prière de communiquer avec l'IRPP.

Veuillez noter que vous pouvez maintenant recevoir les avis et communiqués de l'IRPP par courriel en vous abonnant à notre service de distribution électronique – pour ce faire, rendez-vous à la « Salle des nouvelles » sur notre site Web.

Fondé en 1972, l'IRPP est un organisme canadien, indépendant et sans but lucratif qui cherche à améliorer les politiques publiques canadiennes en encourageant la recherche, en mettant de l'avant de nouvelles perspectives et en suscitant des débats qui contribueront au processus décisionnel en matière de politiques publiques et qui rehausseront la qualité des décisions que prennent les gouvernements, les citoyens, les institutions et les organismes canadiens.

- 30 -

Renseignements : Sàng Tran-Quang (514) 985-2461
 Agente de liaisons médias stranquang@irpp.org
 IRPP

Extraits traduits de l'étude

« Il en résulte que cette pratique, adoptée par Pierre Elliott Trudeau pour répartir entre les membres du caucus gouvernemental les avantages et responsabilités liées au titre de secrétaire parlementaire, compromet aujourd'hui sérieusement l'efficacité des comités. » (page 3)

« Les secrétaires parlementaires dont le mandat arrive à échéance, et qui savent qu'ils seront bientôt remplacés par un collègue, en conçoivent naturellement un sentiment de déception, voire de rejet. » (page 9)

« Les répercussions de cette fréquente rotation des secrétaires parlementaires sont aujourd'hui beaucoup plus graves que dans les années 1970, lorsque Pierre Elliott Trudeau en a établi la pratique. » (page 10).

« Sachant que leur secrétaire parlementaire peut se maintenir plusieurs années en poste, les ministres seraient plus enclins à leur confier d'importantes responsabilités, peut-être même pour ce qui est d'évaluer les avis touchant une partie du mandat de leur ministère. » (page 17)

« Dans un monde où l'on privilégie de plus en plus la spécialisation, les députés engagés de longue date dans un certain domaine d'activité sont plus susceptibles de présenter au terme de leur mandat un riche bilan de réalisations personnelles. En retour, le Parlement bénéficierait de la contribution de députés ayant acquis dans ces domaines une expertise appréciable. (page 17)

« Les députés du gouvernement et des autres partis pourraient donc envisager leur participation continue à un comité comme un vrai parcours de carrière. » (p. 18)

Renforcer la démocratie canadienne

Directeurs de recherche : André Blais (Université de Montréal), Paul Howe (Université du Nouveau-Brunswick) et Richard Johnston (University of British Columbia)

Depuis les années 1960, le relèvement du niveau d'éducation et l'évolution des valeurs sociales ont suscité au Canada comme ailleurs des appels en faveur d'une participation démocratique élargie. Si quelques modestes réformes ont été mises en œuvre dans notre pays, les mesures envisagées pour étendre cette participation restent largement insuffisantes au regard de la demande exprimée.

Ce programme de recherche examine certaines des lacunes démocratiques du système canadien et propose des réformes qui amélioreraient la participation publique, s'intéressant par le fait même aux moyens d'affermir la légitimité de notre système de gouvernement pour contrer le désengagement de plus en plus marqué de la population vis-à-vis de la politique.

Voici les principaux documents publiés sous ce thème (tous offerts sans frais sur le site Web de l'IRPP, au www.irpp.org) :

- Henry Milner, «Civic Literacy in Comparative Context: Why Canadians Should Be Concerned," *Enjeux publics* (juillet 2001).
- Matthew Mendelsohn and Andrew Parkin, "Introducing Direct Democracy in Canada," *Choix* (juin 2001).
- Don Blake, "Electoral Democracy in the Provinces," *Choix* (mars 2001).
- Louis Massicotte, "Changing the Canadian Electoral System," *Choix* (février 2001).
- Jerome Black, "The National Register of Electors: Raising Questions About the New Approach to Voter Registration in Canada," *Enjeux publics* (décembre 2000).
- Peter Dobell, "Reforming Parliamentary Practice: The Views of MPs," *Enjeux publics* (décembre 2000).
- Peter Dobell, "What Could Canadians Expect From a Minority Government," *Enjeux publics* (novembre 2000).
- Richard Johnston, "Canadians Elections at the Millennium," *Choix* (septembre 2000).
- Paul Howe and David Northrup, "Strengthening Canadian Democracy: The Views of Canadians," *Enjeux publics* (juillet 2000).
- Jennifer Smith and Herman Bakvis, "Changing Dynamics in Election Campaign Finance: Critical Issues in Canada and the United States," *Enjeux publics* (juillet 2000).

Autres thèmes faisant actuellement l'objet de recherches :

- L'impact des médias sur les attitudes envers la démocratie au Canada
- Schémas générationnels des opinions et comportements politiques des Canadiens
- Évaluation de la liste électorale nationale